



MICHEL FOUCHER

Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales, ancien ambassadeur de France en Lettonie, ancien directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères

PARK In-kook, président de la Korea Foundation for Advanced Studies

Our last speaker is Professor Michel Foucher, who has been the Chair of Applied Geopolitics at the College of World Studies since 2013 in Paris. He was the French Ambassador to Latvia, serving as a special envoy to the Balkans and the Caucasus. He also served as Director for Policy Planning at the French Foreign Ministry and as advisor to the Foreign Minister.

Michel FOUCHER, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales, ancien ambassadeur de France en Lettonie, ancien directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères

Merci M. le Président. Vous m'avez demandé de partager une vision européenne de l'initiative OBOR, (une ceinture, une route), donc je vais m'y risquer.

Je vais commencer par la visite du président Xi Jinping en Europe l'an dernier. Son voyage a fourni aux observateurs des messages très significatifs. Avant d'aller à Bruxelles pour son premier sommet avec les institutions européennes, il a donné un discours à Bruges au Collège d'Europe, qui est un lieu où la majorité des fonctionnaires européens et de nombreux dirigeants ont été formés depuis 1949. Après cela, il est allé à Bruxelles. Avant de venir à Paris, il s'est arrêté à Lyon, qui est une métropole régionale, et a eu une rencontre personnelle avec les dirigeants de l'Institut Mérieux, un institut leader dans la recherche médicale en laboratoire P4 – et il y a maintenant deux laboratoires P4 en Chine.

Avant d'aller à Berlin pour rencontrer Mme Merkel, il s'est arrêté à Duisbourg, qui est plutôt un lieu étrange pour une visite officielle de cette ampleur. Duisbourg est le principal port fluvial d'Allemagne, mais c'est aussi le terminus d'une longue ligne qui démarre à Chongqing où la ligne Yuxinou Ruhr XE « Yuxinou Ruhr » relie l'Europe de l'Est à la Chine centrale au Sichuan avec Trans Eurasia Logistics, une entreprise russo-germano-polonaise. Cette ligne est parcourue par cinq à six trains par semaine pour des trajets d'une durée de 16 jours. Elle a démarré il y a quatre ans et je me souviens que lors d'un autre voyage le président Xi a fait escale à Minsk et visité une nouvelle zone industrielle de libre échange à proximité de cette voie de chemin de fer. Nous sommes donc en plein dans notre sujet. Qu'est donc alors l'initiative Yi Dai Yi Lu ? Qu'est-ce qu'elle signifie ? M. Zhang nous a déjà donné le cadre.

Lorsque j'étais à Riga, j'ai pris part à une rencontre organisée par des diplomates et entrepreneurs américains, des stratèges et des entreprises logistiques de l'OTAN, dont le sujet était la Nouvelle route de la soie. C'était il y a quatre ans. Quel était le but ? Le but était de chercher plusieurs moyens pour que les troupes européennes et américaines puissent exister en Afghanistan. C'était un énorme défi logistique. Il y avait des centaines et des centaines de conteneurs, de vieux tanks et de nombreuses autres ressources. La façon la plus rapide était de voler vers Dubaï mais il y avait un coût en termes de sécurité. Une autre option était de passer le fleuve Amou-Daria et de traverser l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, la Russie pour atteindre l'aéroport de Riga.

Au départ, cette initiative de la route de la soie a été préparée par un américain, Frederick Starr, qui est à la tête de l'Institut Asie centrale-Caucase à l'université Johns-Hopkins à Washington et il a reçu beaucoup de soutien d'Hilary Clinton. Le problème était le suivant : comment transformer cet itinéraire de sortie en quelque chose de plus permanent et comment cela pourrait-il être utilisé pour promouvoir les intérêts économiques américains en Asie centrale ? C'est peut-être un précédent mais je suis sûr que les penseurs et chercheurs chinois l'ont étudié. Cela m'a

été confirmé par un ambassadeur chinois lors d'une précédente rencontre à Séoul.

J'aurais pu commencer avec une carte, mais il n'y a pas de carte officielle chinoise de la route à ce jour. J'ai donc dessiné ma propre carte et nous la regarderons plus tard. Je vais donc commencer avec la chronologie.

Le président Xi Jinping a dévoilé la grande stratégie One Belt, One Road (une ceinture, une route) – et je pense que c'est plus une grande stratégie qu'une initiative – en septembre 2013 « *en réponse à l'appel de notre temps pour la coopération régionale et globale* ». D'ailleurs, concernant la perspective européenne, il me semble important de comprendre la vision chinoise avant d'arriver à une conclusion. La ceinture fait référence à une route de la soie économique et continentale et elle a été annoncée au Kazakhstan à l'université d'Astana. Le président du Kazakhstan a créé une université eurasiennne et il est très attaché à Astana. Il a essayé d'utiliser une diplomatie multilatérale et multi-vectorielle. La route maritime a été lancée à un sommet de l'APEC en Indonésie, en même temps que la proposition pour la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) à Shanghai.

En novembre 2013, la 3^{ème} session plénière du 18^{ème} Comité central du Parti communiste chinois a demandé l'accélération de l'implantation de l'initiative OBOR et en mars 2014, un rapport du gouvernement s'est concentré sur le couloir économique avec le Pakistan comme une sorte de test ainsi qu'avec le Bangladesh, la Chine, l'Inde, Myanmar (BCIM). En mai, un terminal logistique construit par Shana XE « Shana », au Kazakhstan, a ouvert à Guangzhou, comme un centre pour les exports depuis l'Asie centrale. En octobre, un mémorandum d'entente en lien avec l'AIIB a été signé par un premier groupe de 21 pays, avec accord pour localiser le quartier général à Pékin. Il y a également eu un sommet de l'APEC à Pékin en novembre, au cours duquel la Présidence a lancé un fonds pour la Nouvelle route de la soie avec un capital initial de 40 milliards USD. En 2015, la Banque a accueilli de nouveaux membres ; en février, le fonds a commencé à opérer ; en mars, la France, l'Allemagne et l'Italie – les leaders de l'économie européenne – et l'Angleterre, bien sûr, ont rejoint la banque comme membres fondateurs. Cependant, il y a un problème avec Washington à ce stade, en particulier avec nos amis britanniques.

En avril, la Banque comptait déjà 58 membres alors qu'en mars il n'y en avait que 28. Une étape importante pour les observateurs est qu'un plan d'action a été publié par la Commission, le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce. En avril de cette année, le président Xi Jinping a annoncé le premier projet financé par le fonds au Pakistan, avec un barrage hydroélectrique à Karot. Je comprends que cette initiative a été confirmée en octobre lors d'une réunion sur le plan des cinq prochaines années.

De mon point de vue, Yi Dai Yi Lu a trois dimensions. La première concerne la « nouvelle normalité » dans le modèle et la croissance économique, et cela mène les entreprises à chercher de nouveaux moteurs de croissance hors du territoire chinois. C'est la première action. La deuxième dimension concerne le concept pratique de la connectivité, en particulier en Eurasie, et sans aucune limitation géographique précise. Le dernier point est lié à la fois à la géopolitique et la géoéconomie. Par conséquent je vais démarrer rapidement sur ce point puisque le contexte a déjà été établi par Richard Cooper et M. Zhang. Cette initiative est clairement une partie de notre plan massif d'investissement dans les infrastructures, couvrant essentiellement l'Asie centrale et l'Asie du Sud-Est.

Un point intéressant qui apparaît quand on étudie le modèle de croissance chinois, c'est la situation de surcapacité, qui est estimée à environ 10 % dans une étude du FMI. La surcapacité signifie qu'il y a de nombreux tracteurs, machines de construction et autres qui n'ont plus de marché en Chine. Cela doit donc être relié à ce que M. Zhang nous a dit de façon très convaincante, à savoir qu'il faut soutenir, par des modalités nouvelles, la croissance économique de la périphérie chinoise, et de la Chine centrale et occidentale par le biais d'une zone de développement spéciale. Les provinces orientales sont également intéressées par le fait d'avoir un point de départ sur la route maritime, avec le Fujian et le Guangdong, et j'ai lu que le Fujian avait eu un rôle, dans le passé, dans la production de porcelaine et de soie. Il est intelligent de retourner aux racines – et aux routes. Hainan plaide sa cause et il y a aussi bien sûr Xi'an sur le continent. Tout peut trouver ses racines dans l'histoire puisque Xi'an était le point de départ de l'ancienne route de la soie.

La deuxième dimension est la connectivité avec l'Eurasie. Cela fait partie du « rêve chinois », dans le respect l'ère Tang, et un âge d'or. C'est bien sûr également une campagne promotionnelle. C'est plus qu'un simple projet

technocratique. C'est un projet politique concernant l'intégration interne en Chine. La campagne est très active, notamment au Xinjiang et pour des raisons évidentes il y a une tentative d'allègement des tensions politiques, qui pourraient grandir avec le développement de nouvelles interactions avec l'Asie centrale – cependant, je ne vais pas m'attarder sur cela.

Certains experts ne sont pas convaincus qu'il y a un plan stratégique détaillé et bien sûr on manque d'une carte précise, c'est un véritable argument dans ce sens. Cependant, c'est une façon de créer un nom et donner une étiquette à des infrastructures et des projets réels ainsi qu'une réalité tangible à l'initiative. C'était le sens de la visite à Duisbourg. Le plan d'action de mars 2015 est un plaidoyer pour la coopération mais aucune priorité n'a été listée, de ce que je comprends de la version anglaise.

Il n'y a pas de plan à long terme. Même pour le Pakistan, nous comprenons qu'il y a un couloir, mais ce n'est pas une route en termes de tracé, c'est un cadre. Acceptons que c'est un cadre. Un cadre très flexible, et, pourrais-je ajouter après avoir entendu ce qui a été dit auparavant, un cadre graduel. Je comprends que de nombreux think tanks en Chine ont organisé de nombreux séminaires pour tenter d'examiner les visions et réactions étrangères. C'est donc un cadre et une infrastructure. Je ne vais pas lister toutes les nouvelles voies ferrées, les ports et les projets, y compris la possible nouvelle route Singapour-Yunnan etc., ou les nouveaux pipelines ou les intérêts dans les pays bordant l'océan Indien pour un raccourci le détroit de Malacca.

Regardons la carte que j'ai dessinée pour la table ronde. Ce n'est qu'une esquisse et j'ai inclus le produit national brut des principaux pays, comparant l'Asie orientale et l'Europe occidentale. C'est une stratégie qui se met en place lentement, avec une dimension continentale, bien qu'elle ait aussi une dimension régionale. La Chine a besoin de temps pour consolider sa position régionale pas à pas. Même si ce concept n'est pas vraiment utilisé en Chine, c'est une nouvelle sorte de « politique de voisinage ». J'ai conscience que nombreux chercheurs chinois sont allés en Europe pour étudier la politique de voisinage de l'Europe et il y a plus ou moins les mêmes intérêts concernant la politique de voisinage ici. La devise, c'est la ceinture économique de la route de la soie, la route maritime du nord, les pipelines et les routes stratégiques trans-asiatiques, et j'inclurais aussi les regroupements régionaux, avec l'Union eurasiennne, l'Union européenne, le CCG, qui a déjà été mentionné et l'ASEAN. C'est donc une esquisse mondiale, mais la première étape est régionale.

J'ai un point à soulever sur la gouvernance. Ce n'est pas une approche multilatérale mais une approche bilatérale et autant que je sache il n'y a qu'une structure de gouvernance, qui est politique avec un petit groupe dirigeant de cinq ministres et conseillers d'Etat. Le fonds est une entité privée et c'est un fonds d'investissement. L'argent vient d'institutions financières et il va fructifier rapidement. La Banque est déjà active.

Enfin, toutes ces initiatives sont sujettes à des conditions de sécurité et je comprends que la délégation talibane d'Afghanistan a été reçue à Pékin et la Chine, les Etats-Unis, le Pakistan et l'Afghanistan essaient d'arriver à un compromis politique à long terme. Il est très facile de tracer des lignes sur une carte et envisager l'exploitation de mines de cuivre au nord de l'Afghanistan, mais tout le monde court un risque politique au Pakistan et en Afghanistan. Je ne sais pas si l'Organisation de coopération de Shanghai est suffisamment forte pour gérer ces risques inévitables.

Pour conclure, je pense que l'initiative Yi Dai Yi Lu est bien plus qu'un outil de communication – *un effet d'annonce*. C'est bien plus que ça. C'est une stratégie grandiose. Cependant, c'est une stratégie à long terme qui vise à impliquer les voisins dans un nouveau genre de diplomatie économique – et c'est quelque chose que nous aimons beaucoup en France puisque c'est un genre de diplomatie économique chinoise ; or, comme je l'ai déjà dit, l'an dernier lors de la WPC à Séoul, dans ce genre de procédé, en particulier sur le continent eurasienn, la géoéconomie vient en premier et cette stratégie pourrait avoir un aspect géopolitique conséquent en termes d'influence. Cependant, cette initiative requiert, selon chaque pays, une situation stable, ce qui est un énorme challenge. Ma conclusion est que tôt ou tard, la Chine devra être bien plus impliquée dans les problèmes géopolitiques du monde entier et pas seulement dans les affaires géoéconomiques, tout particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique.